



Site web: www.ecoetfinances.com

Prix: 300F cfa

ECO & FINANCES

Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC/0643/01/08/2022/HAAC



PAFCA



Les ministères des Finances face au climat P.4

REBRANDING SHELTER AFRIQUE



Une banque multilatérale de développement P.2

La Banque de développement Shelter Afrique (ShafDB) a dévoilé une nouvelle identité visuelle, comprenant un nouveau logo, marquant ainsi une étape importante dans sa transition vers une banque multilatérale de développement à part entière, axée sur...

LEADERSHIP AFRICAIN

Dr George Agyekum Donkor lauréat du prestigieux prix en finance du développement

Page 3



Équipez votre quotidien avec le Climatiseur DUALCOOL AI Air

Des équipements performants, soutenus par un service après-vente RAMCO reconnu pour sa réactivité et son expertise.



LG SHOPPE
91 91 06 06 91 91 04 04
91 91 05 05 70 75 31 47



Rebranding Shelter Afrique

Une banque multilatérale de développement

La Banque de développement Shelter Afrique (ShafDB) a dévoilé une nouvelle identité visuelle, comprenant un nouveau logo, marquant ainsi une étape importante dans sa transition vers une banque multilatérale de développement à part entière, axée sur l'accélération du développement du logement et de l'urbanisme à travers l'Afrique

Patience SALLAH

Le nouveau logo, qui symbolise un nouveau chapitre dans l'évolution de l'institution et l'élargissement de son mandat, a été dévoilé lors de la 45e Assemblée générale annuelle (AGA) de la Banque à Rabat, au Maroc, présidée par la ministre marocaine de l'Économie et des Finances, Mme Nadia Fettah.

« Le rebranding signifie bien plus qu'un simple changement de nom. Il représente une transformation du mandat, des opérations et de l'impact de l'institution. Notre transition vers une banque de développement élargit notre rôle à l'ensemble de la chaîne de valeur du logement, nous permettant de mobiliser davantage de ressources, de soutenir des projets de plus grande envergure, de créer des emplois et d'obtenir des résultats en matière de développement durable à travers l'Afrique », a déclaré Thierno-Habib Hann, directeur

général et PDG de la Banque de développement Shelter Afrique.

Au fil des ans, la Banque a mis en œuvre un programme stratégique visant à renforcer sa capacité de financement afin de répondre à la demande croissante en matière de logement et d'infrastructures urbaines sur le continent. Avec 44 pays africains membres et des actionnaires institutionnels, dont la Banque africaine de développement et la Société africaine de réassurance, la ShafDB a consolidé sa position d'institution panafricaine de premier plan dédiée au logement et au développement urbain.

« Notre succès ne se mesurera pas, en fin de compte, aux stratégies adoptées, aux politiques approuvées ou aux réunions organisées. Il se mesurera aux logements financés, aux villes améliorées, aux emplois créés et aux vies transformées. La phase de réforme de l'insti-



tution doit désormais laisser place à la phase de mise en œuvre », a déclaré Lionel Zinsou, président de la Banque de développement Shelter Afrique.

La transformation de la Banque en une banque multilatérale de développement la place aux côtés des principales institutions de financement du développement en Afrique et renforce sa capacité à répondre au déficit de logements estimé à plus de 53 millions d'unités sur le continent, ce qui nécessite environ 1 300 milliards de dollars de financement.

« Notre vision pour les cinq prochaines années et au-delà est de mener la transformation du paysage africain du logement et du dévelop-

pement urbain en finançant des logements durables, en renforçant les infrastructures urbaines et en créant des opportunités économiques pour des millions d'Africains », a ajouté M. Hann.

Ce changement d'image intervient à un moment où les institutions africaines de développement multilatérales renforcent leurs partenariats et mobilisent des capitaux afin d'accélérer l'impact du développement à travers le continent. À travers sa nouvelle identité, la ShafDB réaffirme son engagement en faveur d'une croissance inclusive, d'une urbanisation durable et d'un développement résilient face au changement climatique.

Le nouveau logo reflète

l'ambition renouvelée de la Banque et s'inscrit dans le thème de la 45e Assemblée générale annuelle : « L'avenir des villes : financer un développement urbain inclusif, vert et résilient ». Ce thème souligne la dynamique croissante parmi les dirigeants africains dans les domaines du logement, de la finance et du développement urbain pour mobiliser des solutions de financement innovantes qui façonneront l'avenir des villes africaines et amélioreront la vie de millions de personnes.

Alors que la Banque de développement Shelter Afrique entame un nouveau chapitre, l'institution reste déterminée à générer un impact mesurable grâce au financement du logement, à l'investissement dans les infrastructures urbaines et à des partenariats stratégiques qui contribuent à la prospérité à long terme de l'Afrique.

Intégration régionale

Faure Gnassingbé reçoit Cheikh Niang à Lomé

(TOGODAILYNEWS) – Le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, réaffirme l'excellence des relations entre le Togo et le Sénégal, à l'occasion d'une audience consacrée à la candidature sénégalaise à la CEDEAO.

Le 8 juin 2026, le Président du Conseil Faure Essozimna Gnassingbé a accordé une audience au ministre sénégalais des Affaires étrangères, Cheikh Niang,

en mission diplomatique à Lomé.

Le ministre a transmis un message du Président sénégalais Bassirou Diomaye Diakhar Faye relatif à la can-

didature du Sénégal à la présidence de la Commission de la CEDEAO.

« Je suis venu en qualité d'émissaire du Président de la République du Sénégal, porteur d'un message personnel à son frère et ami, le Président du Conseil », a déclaré Cheikh Niang.

Il a également présenté le candidat retenu par Dakar

pour l'élection du prochain président de la Commission de la CEDEAO.

Le ministre sénégalais a exprimé sa gratitude envers Faure Gnassingbé pour sa disponibilité et son engagement constant en faveur des idéaux de la CEDEAO. Il a rappelé que les relations entre le Togo et le Sénégal sont marquées par une proximité

historique depuis les indépendances, et a salué les « orientations lumineuses » et la clarté des conseils du Président du Conseil.

Le Togo demeure engagé aux côtés des autres États membres pour promouvoir les valeurs fondatrices de la CEDEAO à savoir une communauté en paix, prospère, et plus intégrée.

ECO & FINANCES

Qualifiés Économique du Togo: REC N°0902/11/12/1599AG/0643/01/06/2822/HAAC
Journal d'informations, d'investigations économiques, financières et boursières
Email: ecofinances.infos@gmail.com
REC N° 0643/01/08/2022/HAAC
Édité par l'Agence de Presse ECO & FINANCES
N° RCCM: TG-LFW-01-2022-B13-02054
Site web: www.ecoetfinances.com
Adresse: rue de l'énergie Agbalepedogan derrière l'école cour lumière
Tél: 00228 97 25 84 84 Lomé, Togo

Directeur de publication

Komlan KPATIDE
00228 90 05 05 08

Rédacteur en Chef

Bernard D. AFAWOUBO
00228 90 90 49 83

Rédacteurs

Keziah KPATIDE
Patience SALLAH
Yves ATCHANOUVI
Kodji GATOR JOE

Direction Commerciale

00228 97 25 84 84

Graphiste

Stan AZIATO

91 77 02 74

Imprimerie

ECO & FINANCES
Tirage: 3000

LEADERSHIP AFRICAIN

Dr George Agyekum Donkor lauréat du prestigieux prix en finance du développement

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) a annoncé que Dr George Agyekum Donkor, Président de la Banque et de son Conseil d'Administration, a été désigné lauréat du Prix d'excellence du leadership africain en finance du développement — Intégration régionale et transformation économique à l'occasion de la 16ème édition des African Business Leadership Awards (ABLA) 2026.

Ce prestigieux prix, décerné par l'African Leadership Organisation (UK) Limited et le Comité éditorial de l'African Leadership Magazine, fait suite à un processus rigoureux d'évaluation fondé sur le mérite. Il récompense le leadership exceptionnel de Dr Donkor ainsi que son impact transformateur sur l'architecture du financement du développement en Afrique de l'Ouest.

Au-delà de cette distinction individuelle, la BIDC a également été officiellement désignée en tant que Partenaire stratégique en financement du développement du Sommet ALM Africa 2026, soulignant son rôle central dans la promotion de l'intégration régionale, du financement des infrastructures, du développement des entreprises et de la transformation économique dans l'espace CEDEAO.

Dr Donkor a également été invité à intervenir en qualité d'invité d'honneur et conférencier principal lors de la cérémonie de remise des prix, prévue le 3 juillet 2026 à la Chambre des Lords, à Londres, au Royaume-Uni. Le sommet sera placé sous le thème : « De la vision à l'accélération : impulser la prochaine vague de croissance et de leadership en Afrique. »

Selon la déclaration du Comité éditorial, le leadership de Dr Donkor continue de faire le lien entre les politiques publiques, la structuration financière et leur mise en œuvre, positionnant la BIDC comme une institution stratégique capable d'aligner les priorités souveraines avec les flux d'investissement mondiaux. Le Comité a notamment salué son rôle dans la mobilisation de capitaux concessionnels et de financements aux conditions du marché, la promotion



de mécanismes de financement mixte et de co investissement, ainsi que le renforcement des systèmes financiers nécessaires à l'accélération d'une croissance économique durable en Afrique de l'Ouest.

Réagissant à cette distinction, Dr Donkor, visiblement honoré, a déclaré : « Cette reconnaissance dépasse ma personne et rend hommage à l'engagement collectif de toute l'équipe de la BIDC, de nos États membres et de nos partenaires de développement, qui partagent la vision d'une Afrique de l'Ouest prospère et intégrée. » Il a ajouté :

« Elle réaffirme notre engagement en faveur de la finance inclusive, du développement des PME, de la promotion de l'entrepreneuriat féminin et du financement des infrastructures, en tant que piliers essentiels de la compétitivité économique à long terme. »

Dans le cadre de cette distinction, Dr Donkor participera à une session de haut niveau aux côtés de chefs d'État, ministres, investisseurs souverains, gouverneurs de banques centrales, institutions de financement du développement, dirigeants de multinationales

et décideurs internationaux. Il prendra également part à une réunion exclusive à huis clos avec des membres sélectionnés de la Chambre des Lords du Royaume Uni.

Les African Business Leadership Awards demeurent l'une des principales plateformes du continent consacrées au leadership et à l'investissement, réunissant plus de 400 hauts responsables, et offrant un cadre unique pour le dialogue stratégique, l'alignement des capitaux transfrontaliers et le leadership intellectuel à l'échelle africaine.

Il convient de rappeler que Dr Donkor a reçu de nombreuses distinctions internationales, notamment « le Development Champion Award » 2023 lors du Rebranding Africa Forum à Bruxelles, ainsi que le « Prix de la Fondation » 2022 lors du prestigieux Crans Montana Forum à Genève, en Suisse. Il a figuré également, pour la quatrième année consécutive, parmi les 100 personnalités qui transforment l'Afrique selon Financial Afrik, un magazine de renommée internationale.

COOPÉRATION FRANCE-TOGO

395 millions € engagés par l'AFD, cap sur une nouvelle feuille de route 2026-2028

(Togo First) - La France et le Togo ont passé en revue leur partenariat de développement et arrêté les grandes orientations de la coopération bilatérale pour la période 2026-2028, à l'occasion du Comité local de développement (CLD) tenu le 5 juin à Lomé. Selon le communiqué publié lundi 8 juin par l'ambassade de France, l'équipe France au Togo a engagé sur la période récente 395 millions d'euros (environ 259 milliards FCFA) de projets via l'Agence française de développement (AFD).

Ce volume cumulé recouvre des investissements infrastructurels dont les autorités françaises mettent en avant les résultats : accès à l'eau potable pour plus de 552 000 personnes, accès à l'électricité pour 125 000 personnes, modernisation de 49 centres de formation technique et professionnelle, et plus de 600 kilomètres de pistes ru-

rales construites ou réhabilitées, bénéficiant à plus de 500 000 producteurs agricoles, selon la même source. Dans l'enseignement supérieur, Paris revendique l'appui à la création de l'École polytechnique du Togo et l'attribution de 95 bourses du gouvernement français à des étudiants togolais. Le dispositif Études en France a accueilli plus de 8200 can-

didats en 2025, avec l'ouverture de nouveaux espaces Campus France à Lomé et Kara. L'enseignement français homologué a élargi sa base à plus de 2500 élèves, contre 857 quatre ans plus tôt, soit un triplement sur la période.

Le volet culturel et société civile complète le tableau : 17 000 spectateurs touchés par les industries culturelles et créatives, 350 bénéficiaires formés, 24 résidences artistiques accompagnées, et 13 organisations sportives de la société civile soutenues, au profit de près de 5000 jeunes. La région des Savanes a, par ailleurs, capté 8 millions d'euros de financements humanitaires sur

2024-2025.

Sur le plan institutionnel, la France met en avant son appui à la création de l'Agence nationale de formation des collectivités territoriales (ANFCT), outil clé du chantier de décentralisation togolais. Trois axes pour 2026-2028

Le CLD a validé trois orientations pour le prochain cycle : soutien à une croissance inclusive et créatrice d'emplois, renforcement des infrastructures et services essentiels, consolidation de la gouvernance et de la cohésion sociale. Deux priorités transversales sont conservées : la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, et un appui renforcé à la région des Sa-

vanes, dans une logique de résilience territoriale.

Le rendez-vous s'inscrit dans la continuité d'un partenariat ancien. L'AFD qui opère au Togo depuis 1957 est désormais dirigée par Benjamin Neumann, nommé à la tête du bureau depuis août 2025. Selon les indications données en début d'année par ce dernier à Togo First, le volume annuel moyen de nouveaux engagements de l'agence se situe autour de 40 millions d'euros (26 milliards FCFA), essentiellement en prêts concessionnels orientés vers l'eau et l'assainissement, l'agriculture et l'énergie.

Le calage du cycle 2026-2028 intervient au moment où Lomé poursuit la diversification de ses partenariats financiers, à mesure que se précise la future Feuille de route gouvernementale 2026-2031

PAFCA

Les ministères des Finances face au climat

Du 9 au 11 juin 2026, la capitale togolaise accueille un atelier inédit qui place le climat au cœur des politiques budgétaires africaines. Le PAFCA (Réseau panafricain des ministres des Finances pour l'action climatique) tient son premier atelier régional à Lomé.

Bernard AFAWOUBO

Pendant trois jours, les directions du budget, offices de la dette et unités macro-budgétaires du continent travaillent sur des outils concrets pour intégrer le climat dans la loi de finances et les stratégies économiques.

Selon la BAD, les catastrophes climatiques amputent déjà entre 5 % et 15 % de croissance du PIB africain chaque année. Sécheresses, inondations et stress hydrique ne sont plus des aléas, ils

deviennent des variables budgétaires. L'initiative PAFCA, portée par l'Ouganda, veut transformer les ministères des Finances en architectes de la résilience.

Quatre chantiers techniques

Le programme cible quatre angles stratégiques notamment Marchés du carbone (capter la valeur des crédits carbone et transformer le carbone africain en actif budgétaire) ; Modélisation macro-budgétaire (anticiper les chocs climatiques et



intégrer leurs coûts dans les lois de finances) ; Comptabilité du capital naturel (inclure forêts, sols et biodiversité dans les bilans économiques) ; Marquage budgétaire climatique (tracer les dépenses et identifier les déficits de financement).

Une doctrine africaine en construction

Chaque module se conclut par des groupes de travail sur les obstacles communs et les mécanismes de coordination régionale. L'objectif est de bâtir une voix africaine unifiée dans les négociations internationales sur la finance climat.

L'atelier de Lomé produira un recueil d'outils et d'études de cas,

une note sur les opportunités de collaboration, et une feuille de route pour l'assistance technique.

À terme, la série PAFCA doit déboucher sur un forum permanent des ministres des Finances africains dédié au climat.

Le point focal NDC Partnership et cadre du ministère des Finances, Hoafa Amé Mawusse Akomegni, a rappelé que « la menace climatique n'est pas abstraite, mais déjà une réalité ». Son rôle est de traduire les risques climatiques en lignes budgétaires et transformer les engagements internationaux en résultats mesurables pour les Togolais.

Bénin

Le gouvernement adopte un budget rectificatif en hausse de 8% à plus de 4 000 milliards FCFA

Le gouvernement béninois adopte un projet de loi de finances rectificative pour l'exercice 2026, d'un montant de 4 086,62 milliards FCFA (environ 7,2 milliards de dollars). Ce budget révisé, qui sera prochainement soumis à l'Assemblée nationale, affiche une progression de 8% par rapport à la loi de finances initiale arrêtée à 3 783,98 milliards FCFA.

Cette révision budgétaire annoncée ce 3 juin lors du conseil des ministres tenu à Cotonou, la capitale, intervient à la suite de la restructuration de l'appareil gouvernemental consécutive à l'entrée en fonction du nouveau président de la République, Romuald Wadagni, et à la prise en compte de ses nouvelles orientations stratégiques. Elle traduit la volonté des autorités de renforcer les investissements dans les secteurs sociaux, les infrastructures, la sécurité et l'agriculture tout en maintenant les grands équilibres macroéconomiques. Malgré cette hausse substantielle des dépenses publiques, le gouvernement conserve sa prévision de croissance économique à 7,5% pour l'année 2026, confirmant ainsi sa confiance dans la résilience et le dynamisme de l'économie nationale.

Plus de moyens pour les priorités sociales

L'une des principales caractéristiques de ce budget rectificatif réside dans le renforcement des programmes à forte portée sociale. Les ressources additionnelles mobilisées permettront notamment de financer plusieurs mesures phares inscrites dans les priorités du chef de l'État. Le gouvernement prévoit ainsi l'ouverture de nouvelles lignes budgétaires pour accélérer la réalisation de points d'eau dans les écoles et les centres de santé, renforcer les programmes de supplémentation nutritionnelle durant les mille premiers jours de vie des enfants, améliorer le dispositif de l'assurance maladie obligatoire et accroître la prise en charge des personnes en situation de mendicité ainsi que des enfants vivant dans la rue. Ces mesures s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à améliorer le capital humain et à réduire les inégalités sociales dans un contexte de forte croissance économique.

La gratuité de la scolarité des filles généralisée

Le secteur de l'éducation figure également parmi les grands bénéficiaires de cette révision budgétaire. Les autorités ont prévu de généraliser dès la rentrée scolaire 2026-2027, la gratuité des frais de scolarité pour les filles de l'enseignement secondaire général. Cette mesure, qui vise à favoriser le maintien des jeunes filles dans le système éducatif, sera accompagnée d'investissements dans les infrastructures scolaires, notamment à travers la construction de magasins destinés au stockage des produits des cantines scolaires. L'objectif est de renforcer l'accès à l'éducation tout en améliorant les conditions d'apprentissage sur l'ensemble du territoire national.

Sécurité, santé et infrastructures au cœur des investissements

Le projet de budget rectificatif prévoit également une accélération des investissements dans les secteurs stratégiques. Dans le domaine de la sécurité intérieure, le gouvernement entend renforcer le réseau de sécurité publique grâce au déploiement d'une solution de vidéoprotection dans les principales agglomérations du pays.

mérations du pays.

Les infrastructures sanitaires bénéficieront elles aussi d'un soutien accru. Les crédits du Programme d'investissements publics seront consolidés, afin de financer la construction et la réhabilitation d'hôpitaux et de centres de santé, tout en accélérant la nouvelle phase opérationnelle du Centre hospitalier international de Calavi (CHIC). Les infrastructures de transport et les projets d'assainissement figurent également parmi les priorités retenues dans cette nouvelle programmation budgétaire.

Un soutien renforcé à l'agriculture

Face aux tensions persistantes sur les marchés internationaux et à la hausse des coûts des intrants agricoles liée aux crises géopolitiques mondiales, le gouvernement béninois prévoit également d'intensifier son soutien au secteur agricole. Des subventions supplémentaires seront accordées pour l'acquisition d'intrants afin de limiter l'impact de la hausse des prix sur les producteurs, stimuler la production agricole et renforcer la sécurité alimentaire du pays. Cette orientation confirme le rôle stratégique de l'agriculture dans la transformation économique du

Bénin et dans la lutte contre la pauvreté en milieu rural.

Une croissance solide mais des défis persistants

Cette révision budgétaire intervient dans un contexte économique favorable. En 2025, le Bénin a enregistré une croissance de 7,3 %, soutenue par l'accélération des investissements publics, le développement de la Zone industrielle de Glo-Djigbé, la montée en puissance du tourisme ainsi que les performances du secteur agricole.

Toutefois, les autorités reconnaissent que plusieurs défis demeurent, notamment en matière de création d'emplois, de réduction de la pauvreté et d'amélioration de l'accès aux services sociaux de base. C'est dans cette perspective que le gouvernement a adopté en mars dernier son Plan national de développement 2026-2035, qui vise notamment à réduire les inégalités sociales et à améliorer durablement les conditions de vie des populations.

Avec ce budget rectificatif, le Bénin affiche ainsi son ambition de conjuguer croissance économique soutenue, investissements structurants et inclusion sociale, afin de consolider les acquis des réformes engagées au cours des dernières années et accélérer sa transformation économique.

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 9 juin 2026

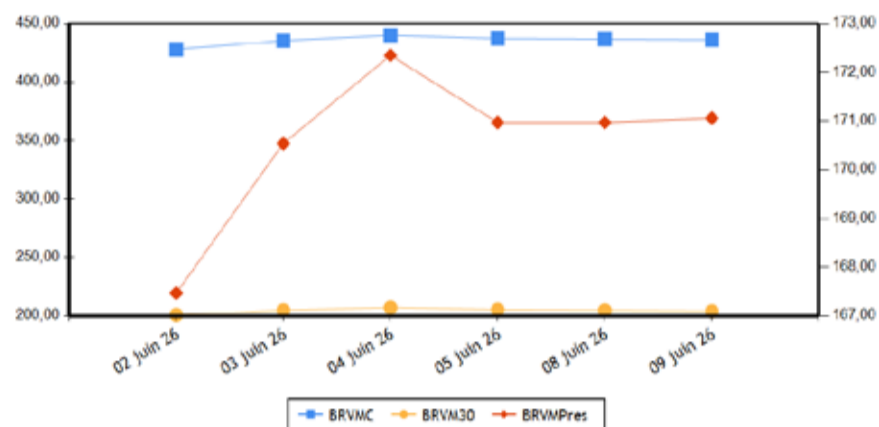
N° 106

BRVM COMPOSITE	436,06
Variation Jour	-0,14 %
Variation annuelle	26,12 %

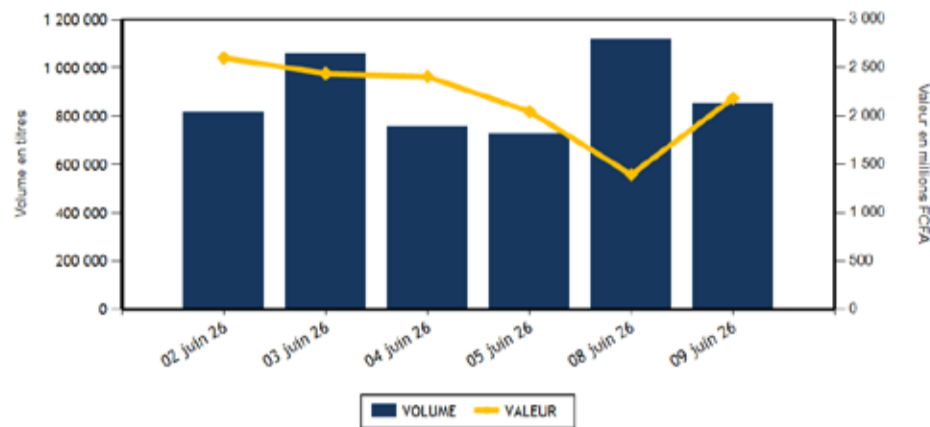
BRVM 30	204,01
Variation Jour	-0,38 %
Variation annuelle	22,72 %

BRVM PRESTIGE	171,06
Variation Jour	0,05 %
Variation annuelle	18,59 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	16 810 253 777 721	-0,14 %
Volume échangé (Actions & Droits)	851 998	-23,84 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	2 180 429 090	58,93 %
Nombre de titres transigés	47	0,00 %
Nombre de titres en hausse	18	-10,00 %
Nombre de titres en baisse	23	15,00 %
Nombre de titres inchangés	6	-14,29 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	12 036 412 536 158	0,06 %
Volume échangé	653	-73,41 %
Valeur transigée (FCFA)	6 490 000	-73,42 %
Nombre de titres transigés	5	25,00 %
Nombre de titres en hausse		
Nombre de titres en baisse		
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SETAO CI (STAC)	3 115	7,41 %	135,09 %
SMB CI (SMBC)	15 380	7,36 %	61,89 %
NESTLE CI (NTLC)	14 225	5,45 %	33,57 %
SODE CI (SDCC)	12 000	2,56 %	106,90 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	16 800	2,44 %	5,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	8 510	-4,11 %	48,00 %
BERNABE CI (BNBC)	1 630	-2,69 %	15,60 %
SOLIBRA CI (SLBC)	37 005	-2,67 %	28,04 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 775	-2,63 %	15,63 %
SICABLE CI (CABC)	4 000	-2,44 %	69,49 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	171,06	0,05 %	18,59 %	86 475	987 766 550	12,58
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	309,45	-0,26 %	42,18 %	736 233	1 152 518 370	15,84

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	172,23	-0,14 %	29,36 %	822 708	2 140 284 920	13,57

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	104,87	-0,33 %	10,51 %	14 354	255 249 850	10,41
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	188,74	0,12 %	9,09 %	22 816	60 654 845	50,19
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	199,62	-0,41 %	36,86 %	660 572	1 074 018 500	13,95
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	276,25	0,70 %	27,85 %	57 913	494 751 130	9,65
BRVM - INDUSTRIELS	6	203,11	-0,03 %	53,49 %	31 427	72 587 790	15,65
BRVM - ENERGIE	4	152,30	1,22 %	37,32 %	22 020	105 961 895	17,13
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	224,49	0,05 %	111,98 %	13 606	77 060 910	20,67

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	13,57
Taux de rendement moyen du marché	6,29
Taux de rentabilité moyen du marché	7,08
Nombre de sociétés cotées	47
Nombre de lignes obligataires	205
Volume moyen annuel par séance	1 722 217,00
Valeur moyenne annuelle par séance	2 837 995 111,16

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	34,89
Ratio moyen de satisfaction	33,96
Ratio moyen de tendance	97,34
Ratio moyen de couverture	102,73
Taux de rotation moyen du marché	0,07
Prime de risque du marché	1,62
Nombre de SGI participantes	36

Nigeria

Le FMI salue le redressement économique mais alerte sur une pauvreté record de 63%

À l'issue de ses consultations au titre de l'article IV conclues le 1er juin dernier, le Fonds monétaire international (FMI) estime que les réformes engagées depuis 3 ans ont permis de restaurer la stabilité macroéconomique du pays. Mais elle souligne dans le même temps que les bénéfices de cette amélioration tardent encore à se traduire dans le quotidien des populations.

Le chiffre le plus marquant du rapport est sans doute celui de la pauvreté. Selon l'institution de Washington, 63% des Nigériens vivent désormais sous le seuil national de pauvreté, tandis qu'environ 27 millions de personnes étaient confrontées à l'insécurité alimentaire à l'automne 2025. Une situation que l'institution juge particulièrement préoccupante dans un contexte marqué par la flambée des prix mondiaux de l'énergie et des denrées alimentaires.

Une économie plus résiliente malgré les chocs

Le FMI reconnaît toutefois que les autorités ont obtenu des résultats significatifs sur plusieurs fronts. "Les réformes ambitieuses menées ces 3 dernières années ont permis d'améliorer la situation macroéconomique et de renforcer la résilience du pays", souligne l'institution. La croissance économique est estimée à 4% en 2025 et devrait légèrement accélérer à 4,1% en 2026, malgré les tensions sur les coûts du transport et de l'alimentation. Le pays bénéficie



également d'une amélioration sensible de sa position extérieure.

Les réserves internationales brutes ont ainsi progressé de 40 à 46 milliards de dollars entre fin 2024 et fin 2025. Plus important encore, les réserves nettes ont bondi de 23 à 35 milliards de dollars sur la même période, témoignant d'un renforcement de la capacité du Nigeria à faire face aux chocs extérieurs.

L'inflation reste sous surveillance

Après plusieurs mois de ralen-

tissement, l'inflation a toutefois repris une trajectoire haussière. Elle s'est établie à 15,4% en mars 2026, sous l'effet du renchérissement des carburants et des produits alimentaires sur les marchés internationaux. Face à cette situation, le FMI appelle la Banque centrale du Nigeria à maintenir le cap. Les administrateurs considèrent que l'institution monétaire doit poursuivre une politique restrictive "jusqu'à ce que la désinflation soit durablement ancrée et les anticipations d'inflation stabilisées".

Cette recommandation traduit

la volonté du Fonds d'éviter tout relâchement prématuré de la politique monétaire alors que les pressions inflationnistes demeurent élevées.

Des finances publiques encore sous pression

Sur le plan budgétaire, le déficit public consolidé devrait atteindre 4,4% du PIB en 2025. Si les recettes non pétrolières ont répondu aux attentes, les revenus tirés du pétrole se sont révélés inférieurs aux prévisions gouvernementales.

Le FMI exprime également des réserves sur certaines pratiques budgétaires. Les administrateurs se disent préoccupés par "les dépenses hors budget et la complexité des instruments de financement", appelant Abuja à renforcer la transparence, la gestion des finances publiques et le contrôle des risques budgétaires.

L'institution estime par ailleurs qu'une meilleure mobilisation des recettes fiscales pourrait offrir au gouvernement des marges de manœuvre supplémentaires pour financer les dépenses sociales et les investissements prioritaires.

Banques solides mais vigilance sur les créances douteuses

Le secteur financier apparaît

globalement robuste. Le FMI salue la récente recapitalisation des banques et la résilience du système bancaire nigérian.

L'organisation invite néanmoins les autorités à rester attentives à "la hausse des créances douteuses et aux liens entre l'État et les banques". Elle recommande également d'accélérer l'application des normes prudentielles internationales de Bâle III et de mieux encadrer les activités liées aux cryptoactifs et aux "stablecoins".

Autre signe positif relevé par le Fonds, la sortie du Nigeria de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), une avancée importante pour la crédibilité du pays sur les marchés financiers internationaux.

Transformer la stabilité en prospérité

Au-delà des indicateurs macroéconomiques, le FMI rappelle que le véritable défi du Nigeria consiste désormais à convertir les gains de stabilité en amélioration tangible du niveau de vie. "La situation demeure difficile pour de nombreux Nigériens", avertissent les administrateurs, qui appellent à accélérer les réformes dans la gouvernance, l'électricité, l'agriculture, les infrastructures, la sécurité et le capital humain.

Si le Nigeria a réussi à restaurer une partie de ses équilibres macroéconomiques, la bataille d'une croissance suffisamment productive reste encore loin de portée.

Mali

Cora Gold lance plus de 12 000 m de forage à Sanankoro, pour renforcer ses ressources avant la construction

La société minière britannique Cora Gold accélère le développement de son projet aurifère de Sanankoro, dans le Sud du Mali. Alors qu'elle se rapproche d'une décision finale de construction et du démarrage de la production, l'entreprise a annoncé le lancement d'une vaste campagne d'exploration de plus de 12 000 mètres, destinée à accroître les ressources du gisement et à prolonger significativement la durée de vie de la future mine.

Cotée à la bourse de Londres, la junior minière entend ainsi consolider le potentiel de ce projet considéré comme l'un des plus prometteurs du secteur aurifère malien. L'objectif est de dépasser les ressources minérales actuellement estimées à 1,04 million d'onces d'or et de préparer les conditions d'une montée en puissance de la production dans les années à venir. Selon la société, le programme de forage comprendra des travaux de circulation inverse et

de forage au diamant sur plusieurs gisements déjà identifiés ainsi que sur de nouvelles cibles encore peu explorées. Les opérations se concentreront principalement sur les zones B et Selin, qui représentent à elles seules près des deux tiers des ressources connues du projet. La zone B, qui renferme environ 250 000 onces d'or, bénéficiera d'environ 40% des forages programmés en raison de son important potentiel d'extension. Le gisement de Selin, avec près de 430 000 onces de res-

sources, concentrera quant à lui 30% des travaux, tandis que les zones A et C recevront 25% des investissements de forage. Les 5% restants seront consacrés à l'exploration de nouvelles cibles susceptibles d'alimenter la croissance future du projet.

Pour la direction de Cora Gold, cette campagne ne vise pas uniquement à accroître les ressources disponibles. Elle s'inscrit dans une stratégie plus large destinée à transformer Sanankoro en une exploitation de plus grande envergure. "Ce programme vise non seulement à prolonger la durée de vie de la mine, mais aussi à jeter les bases d'une exploitation à plus grande échelle grâce à l'ajout de nouvelles ressources et à un potentiel de production

plus élevé", a expliqué le directeur général de la société, Bert Monro.

L'étude de faisabilité définitive publiée en 2025 avait déjà confirmé la robustesse économique du projet. Celle-ci prévoit une production annuelle moyenne de 47 000 onces d'or sur une période de 10,2 ans, avec un pic de production estimé à 64 000 onces par an au cours des cinq premières années d'exploitation. Cependant, la société estime que le potentiel géologique de Sanankoro dépasse largement les ressources actuellement identifiées et pourrait permettre d'allonger la durée de vie de la mine tout en améliorant sa rentabilité à long terme.

Un financement de 120 mil-

lions de dollars pour préparer la construction

L'annonce de cette campagne intervient dans un contexte favorable pour Cora Gold, qui a récemment sécurisé les financements nécessaires à l'entrée en phase de développement du projet. Plus tôt cette année, la société a obtenu un financement de 120 millions de dollars auprès du fonds d'investissement singapourien Eagle Eye Asset Holdings, déjà actionnaire du groupe. Cette enveloppe doit permettre de financer les travaux de construction de la future mine, sous réserve de l'obtention du permis d'exploitation auprès des autorités maliennes. Ce soutien financier constitue une étape décisive pour la société, qui cherche désormais à transformer plusieurs années d'exploration en une opération minière productive.

Journées FIFA | Togo 5-1 Bénin

Les Éperviers terminent leur stage marocain en beauté

Les Éperviers ont conclu leur stage de préparation au Maroc de la plus belle des manières. Opposés au Bénin (90ème au classement FIFA) ce mardi 9 juin au Stade El Béchir de Mohammédia, les hommes de Patrice Neveu (121ème) se sont imposés avec autorité sur le score de 5 buts à 1, signant ainsi leur plus large victoire depuis l'arrivée du technicien français à la tête de la sélection.

Au-delà du résultat, cette performance confirme la progression d'un groupe qui continue de prendre forme à l'approche des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027. Depuis le rassemblement de mars, les Éperviers restent invaincus avec quatre matchs consécutifs sans défaite : deux victoires et deux matchs nuls. Soucieux d'élargir sa base de travail, Patrice Neveu a offert du temps de jeu à plusieurs éléments issus du championnat togolais. Ainsi, Djibril Bastou et Arnaud Komlavi figuraient dans le onze de départ, tandis que Mouhamed Kpelafia a participé à la rencontre en cours de jeu. Une nouvelle occasion pour ces jeunes talents de s'aguerrir au niveau international et de poursuivre leur intégration au sein des Éperviers.

Le début de match ne fut pourtant pas idéal pour les Éperviers. Dès la 5e minute, Dos Santos profitait d'une hésitation défensive pour ouvrir le score en faveur du Bénin.

Un scénario qui n'a toutefois pas inquiété le sélectionneur togolais. « On a encaissé un premier but. On n'est pas très bien rentré dans le match à mon avis, pas suffisamment d'impact. Après, sur une multitude de corners qu'on a pu avoir, on a réussi à revenir au score, ce qui est une bonne chose », a analysé Patrice Neveu.

Dominateurs dans la possession et plus entreprenants offensivement, les Éperviers ont progressivement pris le contrôle des opérations. Leur persévérance a été récompensée à la 38e minute lorsque Mohammed Tijani, sous pression, déviait involontairement dans ses propres filets un corner par-



faitement frappé par Faad Sana puis dévier de la tête par Arnaud Komlavi.

Au retour des vestiaires, le match a définitivement basculé. Réduit à dix après l'expulsion de Charlemagne Azongnitode à la 51e minute, le Bénin n'a pas résisté à la montée en puissance des Éperviers.

Arnaud Komlavi a donné l'avantage aux siens à la 58e minute avant que Dakonam Djene le capitaine ne corse l'addition à la 69e minute. Kevin Denkey, très actif tout au long de la rencontre, a ensuite inscrit le quatrième but à la 75e minute avant que Kodjo Fo-Doh Laba ne parachève le festival offensif à la 81e minute.

Patrice Neveu s'est particulièrement réjoui de la prestation des jeunes joueurs issus du championnat national. « J'ai titularisé des joueurs locaux au départ parce que j'ai besoin de les voir. Ils ont besoin aussi de s'imprégner du rythme du haut niveau. Ils ont fait une prestation intéressante. Le petit Arnaud a marqué ; Djibril a travaillé, il doit apprendre encore, mais c'est comme ça qu'on va

pouvoir pousser nos jeunes au plus haut niveau».

L'autre grande satisfaction de la soirée se nomme Kevin Denkey. En inscrivant son quatrième but en quatre matchs sous les ordres de Patrice Neveu, l'attaquant togolais confirme son excellente forme et son importance grandissante au sein du dispositif des Éperviers. «C'est mon quatrième but en quatre matchs. Je suis content pour ça. Mais surtout parce que ces buts aident le Togo à gagner. C'est le plus important pour moi. Je mets l'équipe en avant parce que cet après-midi nous avons réalisé un véritable travail collectif. Nous avons dominé le match».

L'attaquant du FC Cincinnati (États-Unis) a également souligné l'impact positif du nouveau projet mis en place par le sélectionneur. «Le coach est venu avec un staff qui propose quelque chose de nouveau. C'était important de s'adapter et de comprendre ce qu'il veut. Aujourd'hui, on sent qu'il y a quelque chose qui est en train de s'installer. Je suis très confiant pour le mois de

septembre».

Du côté du sélectionneur, la satisfaction reste mesurée mais réelle. Patrice Neveu estime que cette victoire récompense le travail effectué depuis quelques mois tout en rappelant que le chan-

Désormais, tous les regards sont tournés vers les éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations 2027. En septembre prochain, les Éperviers recevront le Burundi lors de la première journée avant d'effectuer un déplacement périlleux en Zambie en octobre pour le compte de la deuxième journée.

Deux rendez-vous majeurs qui donneront le ton de la campagne qualificative. Au regard des prestations affichées ces derniers mois, le Togo peut aborder ces échéances avec ambition, déterminé à retrouver enfin une phase finale de la CAN.

Fiche technique

Match amical international – Journées FIFA Juin 2026
Stade El Béchir, Mohammédia (Maroc)
TOGO 5-1 BÉNIN (1-1)

Buteurs

- 5' Dos Santos (Bénin)
- 38' Mohammed Tijani (c.s.c.)
- 58' Arnaud Komlavi
- 69' Dakonam Djene
- 75' Kevin Denkey
- 81' Kodjo Fo-Doh Laba

Expulsion

- Charlemagne Azongnitode (Bénin, 51e)

Togo

Steven Mensah (GK) – Pierre Nadjombé, Kennedy Boateng, Steven Nador, Abdoul-Sabourh Bodé – Dakonam Djene (cap.), Djibril Bastou, Karim Dermene – Faad Sana, Kevin Denkey, Arnaud Komlavi.

Sélectionneur

Patrice Neveu.
Bilan des Éperviers depuis mars 2026

- Togo 2-2 Guinée
- Togo 1-0 Niger
- Togo 1-1 République Centrafricaine
- Togo 5-1 Bénin

Série en cours : 4 matchs sans défaite.

Kevin Denkey sous Patrice Neveu
4 matchs – 4 buts.



MIAPO BOLOU D'MABOL

VIVEZ LE FOOT
AVEC
STYLE



400*
FCFA
BOUTEILLE
50 CL



* Prix de vente détaillé conseillé • Prix pour une activité physique moyenne • Produits disponibles dans 504130 d'ici le 30/06/2026



BB LOMÉ S.A

Boisson gazeuse. Ingrédients : Eau gazeuse, Sucre, Acide ascorbique (E300), Acide citrique (E330), Acide phosphorique (E338), Caféine, Polysorbate 45 (E435), Vanilline naturelle pour 100 ml : sucre ajoutée - 167 kJ / 39 kcal
Chocolat 10,8 g par verre 10,4 g, Protéines 4 g, Lipides 0 g, Sel 0 g